

cerises

la coopérative

Pour la démocratie, sortir du capitalisme

L'actualité ne cesse de confirmer une tendance croissante du capitalisme à l'autoritarisme. On le constate du côté des démocraties libérales, comme en témoigne l'augmentation de la répression policière et judiciaire contre les mouvements sociaux en France ou l'évacuation toute récente du quartier d'Exarcheia à Athènes. Mais on assiste aussi à l'émergence de régimes qui, tout en se réclamant de la démocratie, n'hésitent plus à museler, voire emprisonner, leur opposition. C'est le cas en Russie ou en Turquie. L'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro au Brésil, dont le discours anti-écologiste et anti-amérindien n'est pas sans lien avec la multiplication des feux de forêt en Amazonie, s'inscrit dans cette veine. L'Angleterre n'a pas besoin de l'extrême-droite pour que l'honorable leader conservateur et la très honorable Reine suspendent les droits du parlement. Nous avons aussi ce surprenant et inédit régime chinois dirigé par un parti communiste qui a su, brillamment, engager son pays dans un capitalisme florissant. Ici le lien, même ténu, entre démocratie et capitalisme n'existe plus : le régime chinois rejette ouvertement le concept de démocratie, ce qui n'est pas sans provoquer des dégâts dans l'application de l'accord de rétrocession « Un pays, deux systèmes » de Hong-Kong à la Chine.

Cette évolution générale du capitalisme mondial est l'expression de la difficulté du capital à se valoriser qui ne passe que par des anticipations spéculatives de dividendes. Dans une période de faible croissance mondiale, pour que les investisseurs y croient, il faut une pression incessante sur les salaires et il y a de moins en moins de place pour les libertés syndicales et la contestation. Du coup, la défense et l'extension de la démocratie ne peuvent passer que par un dépassement du capitalisme, dans lequel les travailleurs passeront d'un statut de subordination à celui d'acteur décisionnaire. C'est le sens des trois séances de débats qui se sont déroulées cette année sur la notion même de démocratie, initiées par les membres du réseau *Se fédérer pour l'émancipation*. Le premier concernait la démocratie économique, le second l'exercice de la démocratie, nous rendons compte du dernier dans ce numéro, qui a porté sur : « S'organiser : une question essentielle si nous voulons sortir du capitalisme »...

Benoît Borrits



Humeur de Cerises

Désormais les buralistes vont vendre des billets de train, et percevoir des impôts. La SNCF et les finances publiques ferment des guichets. Le service public part en fumée et déraile.

Agenda militant

12 septembre

[Procès Tefal à Lyon](#)
[Rassemblement de soutien à l'inspectrice du travail harcelée](#)

13-14-15 septembre

[Fête de l'Humanité](#)
[Parc du Bourget](#)

27-28 septembre

[5^{ème} fête d'Alp'ternatives](#)
[Rambaud Hautes Alpes](#)
[Et si on changeait tout ?](#)

Amazonie : halte aux pompiers pyromanes !



Les forêts brûlent. La carte de la NASA montrant les incendies de la forêt amazonienne frappe les esprits. Un sentiment de fin du monde nous accable. Mais qu'à cela ne tienne, Macron tance Bolsonaro pour son irresponsabilité et vole au secours du « poumon vert » de notre planète en proposant d'envoyer des bombardiers à eau!

Réduire la surface des forêts primaires a des conséquences désastreuses telles le rejet de GAS, et les menaces pour la biodiversité. Prendre les problèmes à la racine, pour le coup, la formule prend tout son sens. Les pratiques de déforestation pour l'extension des zones de culture, ou d'élevage du

bétail, de construction de routes, ou l'ouverture de nouvelles mines comme en Guyane, sont certes combinés à la période de sécheresse, mais sont bien mises en œuvre par l'homme pour satisfaire les besoins de nouveaux processus de marchandisation. Comme le Grand Conseil Coutumier des Peuples Amérindiens et Bushinenge l'affirme dans sa tribune du 25 août 2019, « Ce ne sont pas de simples feux, c'est l'œuvre du capitalisme » et de rappeler que « la forêt est habitée et gérée raisonnablement par des peuples autochtones depuis des millénaires ». Aussi redonner des droits à ces peuples autochtones et aux communautés locales, et la possibilité de gérer directement les fonds mondiaux pour la préservation de la forêt amazonienne, nous paraît plus sage que de financer l'action des pompiers pyromanes.

● SYLVIE LARUE

Exarcheia la rebelle



Le capitalisme ne supporte plus aucune expérience alternative. A Athènes, le quartier d'Exarcheia, lieu historique de la résistance aux politiques autoritaires des gouvernements grecs, est un espace en plein cœur de la capitale où se développe l'autogestion : cantines solidaires, squats d'hébergement des migrants et des réfugiés, librairies libertaires, lieux associatifs...

Le 26 août dernier, les forces de police interviennent pour évacuer plusieurs squats, conduire de nombreux migrants et réfugiés dans des camps, et procèdent à de nombreuses arrestations d'opposants ou de simples citoyens qui tentent de filmer les opérations pour témoigner.

« Cette évolution toujours plus autoritaire du capitalisme conduit à nous interroger sur ce qu'annonce l'ère actuelle : l'offensive contre les poches d'utopies couplée à l'enfermement des boucs émissaires rappelle des heures sombres de l'Histoire » nous dit Yannis Youlountas dans son communiqué. Et en même temps, est-ce un signe de force du système ?

● SYLVIE LARUE

Hong-Kong. la longue marche vers la démocratie



1997, l'ancienne colonie britannique retournait à la Chine sous le principe « Un pays, deux systèmes ». Entendons par là un système de parti unique pour la Chine continentale et un régime de démocratie parlementaire très limité pour Hong Kong, les députés élus au suffrage universel étant minoritaires dans le parlement, le reste étant nommé par des corps constitués. 2019, rien ne va plus : depuis des semaines, des milliers de manifestants envahissent régulièrement les rues de la cité pour réclamer l'abrogation d'un projet de loi qui permettait la remise de citoyens hongkongais aux autorités chinoises puis pour réclamer une démocratie parlementaire classique.

Derrière ce conflit, se pose la question sociale. Hong-Kong est devenue une des villes les plus chères du monde avec un prix moyen au mètre carré de 15 000 euros qui n'offre à l'essentiel de sa population que de petites surfaces et des conditions de vie difficiles. C'est dans cette population salariée que se trouve le gros des manifestants. À l'opposé, les milieux d'affaires, qui contrôlent la majorité du parlement, sont favorables à la stabilité et à la bonne entente avec Pékin. Curieux renversement de situation : un pays « communiste », dont le régime rejette la notion même de démocratie, devient pour les milieux d'affaires le garant du capitalisme.

Que va-t-il dorénavant se passer ? L'importance de la spécificité de Hong Kong pour Pékin a considérablement diminué : son PIB représentait 16 % de celui de la Chine avant la rétrocession et n'en constitue plus que 3 % aujourd'hui. Inversement, en adoptant une ligne dure, Pékin s'éloigne de l'État de droit, ce qui dépréciera la spécificité de Hong Kong pour les capitaux extérieurs. Au-delà du cas particulier de ce territoire, le capitalisme penche de plus en plus vers l'autoritarisme, ce qui remet en cause sa promesse démocratique. Ceci nous montre que la démocratie ne pourra désormais se développer que dans le dépassement du capitalisme.

● BENOIT BORRITS

Démocratie et organisations

Cerises et ses partenaires du réseau *Se fédérer pour l'émancipation* poursuivent leur réflexion sur la démocratie. Après la crise de la *démocratie représentative* (voir *Cerises* février 2019), et les conditions à créer pour un véritable exercice de la démocratie (voir *Cerises* avril 2019), et dans le cadre d'une nouvelle séance de travail, nous avons interrogé l'articulation entre aspirations individuelles et agir collectif. Agir collectivement suppose une culture commune. Du « déjà là » au « jamais vu », comment remettre du carburant dans le moteur des mobilisations ? Et quid alors des organisations révolutionnaires ?

La crise de la politique traditionnelle, de ses organisations et des tentatives diverses en ce domaine en font une question d'actualité. Voici quelques échos de notre séance du 11 mai dernier.

Le « Je » et le « Nous »

Démocratie et organisations ne pouvaient être convoquées pour examen sans être scrutées quant à la tension qui lie et, en même temps, oppose « Je » et « Nous ».

« Je n'ai pu dire **je** que grâce aux **tu** entendus » écrivait le professeur Jacquard et il ajoutait, « la personne que je deviens n'a pu se construire qu'en étant au foyer des regards des autres. Non seulement cette personne est alimentée par tous les apports de ceux qui m'entourent mais sa réalité essentielle est constituée par les échanges avec eux ; je suis le lien que je tisse avec les autres ».

Et justement, la nature et la qualité des liens que tissent les individus entre eux déterminent le niveau démocratique d'une société.

Comment se dégager de l'idéologie libérale du capitalisme qui fait de chaque individu un concurrent pour son semblable pour au contraire permettre à chacun d'être partie prenante du processus d'élaboration et d'organisation de la vie ensemble, de production de commun ?

De ce point de vue **Catherine Des-
tom-Bottin**, livrait sa réflexion que la séquence Gilets Jaunes n'a pas été l'éclosion d'une adhésion populaire à des mots d'ordre venu d'un « en haut » mais le mûrissement de l'expérience individuelle tel qu'il a fabriqué du nous : « Je crois que l'idée a grandi que les organisations ne peuvent plus parler

au nom des intéressés mais ont à leur permettre de passer des aspirations individuelles à une aspiration collective. On peut lire ce mouvement réel avec le mouvement des Gilets Jaunes. Une partie des habitants de la France, est passé de la souffrance individuelle à la mise en commun de cette souffrance puis à la formulation commune évolutive des revendications communes de nature à soulager les souffrances individuelles. Ce passage de l'individuel au collectif, n'a de cesse tout à la fois de se chercher, et d'afficher en permanence sa volonté de ne pas céder sa parole à des représentants ».

Ce « nous » que l'on peut considérer comme une prise de pouvoir, **Pierre Zarka** l'interroge dans sa structuration : « Je voudrais dans un premier temps, me concentrer sur le passage de l'individuel à l'agir collectif. On pense trop que l'individu devrait abandonner une part de son Moi et l'échangerait contre l'idéal de la masse. Participer à un mouvement collectif suppose au contraire qu'il n'y ait plus de contradiction majeure entre individualité et collectivité. La parole et les actes de cette dernière donnent de la cohérence, de la légitimité et de la puissance à ce qui était primitivement individuel et donc ressenti de manière isolée, avec le sentiment d'impuissance que cela entraînait. Ainsi, le « Nous » est déjà en grande partie dans le « Moi ». Il n'y a pas abandon de quoi que ce soit dans le passage de l'un à l'autre. En fait, il n'y a pas à



Assemblée des Gilets Jaunes, Oise, avril 2019

© bricelegall.com

Horizon, projet, utopie concrète : Le « déjà là » et le « jamais vu »

Nous partageons ensemble une culture commune qui se nourrit de toutes les conquêtes sociales et démocratiques passées et nous permet de nous projeter dans un futur désirable. C'est ce qui donne sens à notre action. Cette culture commune aujourd'hui ne fait plus rêver .

Des promesses aux actes

Pierre Cours-Salies considère qu'il est utile de s'appuyer sur les textes qui cristallisent les avancées démocratiques, définissent des droits fondamentaux et organisent nos sociétés. Il cite la Déclaration de l'ONU de 1948, la déclaration de Philadelphie de l'OIT en 1944(« le travail n'est pas une marchandise »), le préambule de la constitution de la 4ème et la 5ème République qui rappelle les droits inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789.

Benoit Borrits développe en explicitant le lien entre constitution et projet politique : « Les droits fondamentaux sont la composante fondatrice d'une constitution élaborée en préalable aux mécanismes constitutionnels qui décrivent les modalités de la délibération. Ils définissent les droits de chacune et de chacun et les délibérations politiques ne peuvent en aucun cas être contradictoires à ces droits, sauf à procéder à une refondation constitutionnelle. De ce point de vue, une constitution n'a jamais de caractère intangible et porte toujours la marque d'un projet politique. L'apparition de ces chartes des droits fondamentaux est un progrès social et humain

considérable qui rompt avec l'absolutisme féodal ou royal. »

Mais pour **Jean Claude Mamet**, les droits inscrits dans les textes sont loin d'être une réalité ; cependant ils nourrissent en permanence les luttes : « Nous proclamons des droits, mais pour cela il faut détruire un cadre normatif préexistant. Ces droits ont une ambiguïté, ce sont des promesses humaines, parce qu'il y a un besoin d'humanité contre l'ordre existant, un besoin d'égalité et de solidarité. On proclame la liberté, la solidarité, l'égalité, mais cela reste à accomplir dans le champ de la lutte des classes ».

Catherine Samary partage l'idée de s'appuyer sur les Chartes et Déclarations de droits universels de l'après Seconde guerre mondiale marqués par des rapports de forces internationaux plus favorables : « Dans le contexte mondialisé faisant suite aux crises multidimensionnelles des années 1970, la contre-offensive dite néolibérale, radicalisée par le basculement de 1989, se traduit par une destruction de tous les droits sociaux et protections collectives acquis dans la phase antérieure et marqués par la confrontation de systèmes :

**« Le travail n'est pas une marchandise »
Déclaration
de l'OIT,
Philadelphie
1944**

proprement parlé de « passage » de l'individuel au collectif, comme si cela supposait un saut. Pour que ça marche, c'est presque le parcours inverse : le NOUS révèle le MOI au grand jour. Il fait d'un désir intime une réalité sociale tangible qui permet à la fois une représentation individuelle des désirs communs et une représentation collective des désirs individuels. Nombre de participants à un mouvement disent de lui qu'il dit ce qu'ils ressentaient isolément mais

ne parvenaient pas à formuler. En cela l'utopie qui va au-delà de l'horizon de l'existant, joue un rôle décisif qui donne un sens unificateur à des aspirations et approches qui ne peuvent qu'être multiples. Elle permet de se situer à la fois dans les luttes mais aussi dans la société : victime ou indispensable ? ».

Pour sa part, **Catherine Samary** relève que le couple "nous et je" ressortit aussi du divers des oppressions et qu'en cela il appelle à l'intelligence des conduites de lutte : « Sur la dialectique du "je" et du "nous" : il faut y insérer la compréhension de tensions et conflits y compris pour chaque individu – à multiples facettes et "appartenances". Il est essentiel de reconnaître l'autonomie de choix des individus, selon les contextes, quant aux alliances et priorités à géométries variables. Daniel Bensaid parlait de l'échelle mobile des territoires (après celle des salaires) ; on

peut étendre la formule à une échelle mobile des oppressions, sans hiérarchie figée – ce qui ne veut pas dire que dans le contexte de fronts et luttes sur une question centrale (exemple, des enjeux concrets de racisme) on laisse dans sa poche d'autres dimensions des oppressions vécues. Mais la façon de combiner les résistances n'est pas simple et figée – et relève d'appréciations subjectives et contextualisées.

Dans la conscience des subalternes, et leur acceptation/intériorisation de l'ordre existant, il y a des "sauts" possibles, des évolutions non linéaires. Il faut incorporer dans l'analyse le surgissement des crises et expériences de luttes collectives qui bouleversent (au moins un temps) les consciences et la perception d'autres possibles : on l'a vu de tous temps dans les révolutions, ou grands mouvements de lutte, comme en 1995 ou encore dans la transformation en cours des Gilets Jaunes » . ●

**Le NOUS
révèle le MOI
au grand jour**

quelles qu'aient été les limites des droits acquis, il s'agissait de conquêtes reconnues comme légitimes. Il est important de s'appuyer aujourd'hui sur la légitimité des droits reconnus dans le passé pour les retourner contre le capitalisme qui les détruit : le capitalisme depuis les années 1980 détruit ce qui avait été une certaine extension des droits (et services publics) qui était autrefois pour lui un moyen (réformiste) pour contrer les dynamiques révolutionnaires. La défense et l'extension de ces droits et services légitimes est donc devenue subversive, anti-capitaliste ».

Conquérir des droits nouveaux

Elle poursuit : « Cela n'implique pas de s'y limiter : on peut et doit évidemment aujourd'hui y incorporer pleinement des exigences plus radicales émanant des grands mouvements émancipateurs – notamment contre toutes les oppressions croisées (sociales, nationales, de genre, racistes, LGBT, etc) et pour le droit d'autodétermination des peuples colonisés ».

Benoît Borrits aussi propose de définir des droits nouveaux. « Face au droit de propriété reconnu à tout.e citoyen.ne, ne devrions-nous pas nous battre aujourd'hui pour l'interdiction de la propriété dominante, c'est-à-dire d'une propriété dont nous n'aurions pas l'usage ? Ainsi, il deviendrait impossible d'être propriétaire ou copropriétaire d'une entreprise dans laquelle on ne travaille pas. De même, il serait impossible de déte-

nir un logement que nous n'occuperions pas et que nous louerions à d'autres. Ce serait assurément une avancée fondamentale vers plus d'émancipation pour toutes et tous qui ouvrirait la voie à la démocratie dans la production et le logement. Un droit de propriété absolu serait tellement envahissant qu'il n'existe pas : le droit de propriété est déjà limité dans nos constitutions. Ce n'est pas parce que je suis propriétaire d'un terrain que je peux construire ce que je veux. Ce n'est pas parce que je suis propriétaire d'une entreprise que je peux polluer l'environnement... Cette interdiction de la propriété dominante est donc un combat qui s'inscrit dans la suite logique de ce qui existe déjà et qui constitue un facteur de progrès. L'interdiction de la propriété dominante, c'est bien plus qu'une mesure prise au détour d'un référendum. Cette évolution des droits fondamentaux répond donc à un projet de société qui se dessine et qu'il nous faut anticiper et préparer ».

Projet politique et rapport de force

Pour **Patrick Silberstein**, ce qui paraît matière à discussion est l'idée que ce qui est possible, est indépendant du rapport de forces. « Le rapport de forces politique entre les classes, le rapport de forces à l'échelle internationale, pèsent évidemment ; loin de moi cette idée que l'on se fout du rapport de force. Mais ce qui est possible aux yeux des masses, ou de secteur du mouvement des masses, n'est pas lié au rapport de forces, même si ce rapport va interférer dans le processus ».

Il développe plusieurs exemples : « Quand le mouvement des droits civiques se déclenche aux USA au tout début des années 60, où il annonce d'une certaine manière les années 60, le rapport de forces est extrêmement dégradé aux USA, le rapport de forces est extrêmement dégradé à l'échelle internationale avec la guerre du Vietnam, mais à ce moment là les masses noires se disent que ce n'est plus possible, parce que ce c'est injuste, parce qu'une autre société est possible, parce que le droit de vote est possible, parce que le fait d'aller dans des écoles intégrées est possible, parce la société le permet. Et à partir de ce moment-là, il y a ce formidable mouvement citoyen qui se met en marche, et qui bouleverse le rapport de force, et se combine avec la résistance contre la guerre du Vietnam, avec le mouvement féministe. Et pourquoi le mouvement féministe aux USA et dans toute l'Europe se développe, c'est aussi parce qu'à un moment donné, indépendamment du rapport de force, mais lié au développement des forces productives pour faire simple, les femmes se disent que ce n'est plus possible que notre sexualité soit liée à la question de la maternité puisque la pilule existe. Il y a une contradiction fondamentale entre ce qui est possible et ce qui est réel ».

Pour **Catherine Samary**, il faut lier le projet et le contexte dans lequel on agit, elle propose le concept d'utopie concrète : « Par rapport aux débats sur "réalisme" d'adaptation au système et "possibles", je trouve utile la notion "d'utopie concrète" . Ce n'est pas un



© bricelegall.com

«modèle» pré-établi, et n'implique aucune "garantie" quant aux conditions de réalisation. Mais il s'agit de remise en cause concrète de l'ordre existant, portée par des mouvements réels et des exigences de nouveaux droits, non réalisés mais non pas "impossibles", il est important de s'appuyer sur des utopies concrètes ».

Pierre Zarka apporte une précision : « Comment aborde-t-on la notion de rapport de forces ? En général, y compris parmi nous, c'est pour expliquer ce que l'on ne peut pas faire. Par souci de réalisme. Ce mot réalisme débouche souvent sur impossible. Or la question n'est pas de s'enfermer dans un rapport de forces existant mais de s'interroger dans quelle mesure on peut le faire bouger et comment. C'est de se projeter vers ce que l'on veut qui rétro-agit sur le présent. Je pense à la Résistance. Il est courant de la considérer comme un large rassemblement. Mais elle n'a pas

commencé comme cela. Disant cela je ne plaide pas pour les minorités agissantes à la place d'un large rassemblement mais pour interroger quelles initiatives prendre dans lesquelles se projeter qui pourraient devenir des facteurs déclenchants, car cristallisant des attentes et des potentialités. L'Utopie n'est pas la société idéale, mais un horizon. Chaque pas en avant permet de résoudre un problème mais débouche ou même en engendre un nouveau. Elle est comme l'horizon qui recule au fur et à mesure que l'on avance vers elle. Mais d'avancer vers elle fait voir du pays. Ce que dit Lacan du désir. Donc il s'agit d'un cap, continuellement à définir et c'est l'accès à la participation de sa définition qui est universel. Pas dans un sens de repli sur soi mais de multiplicité des portes d'entrées à un projet et une œuvre communes ».

Pour **François Calaret**, les difficultés du mouvement social et politique ne

sont pas liés au déficit de projet et de radicalité : « On est toujours l'eau tiède de quelqu'un, et les choses sont plus compliquées que cela. Le problème ne se pose pas en terme de radicalité. Le problème se pose plutôt de comment ne pas répéter ce qui a déjà été fait. Il s'agit plus de problème de créativité que de radicalité ».

Ce n'est pas l'avis de **Patrick Silberstein** : « Depuis des années, compte tenu du rapport de force dégradé, on a réduit nos ambitions, on n'est pas radical, on ne parle pas aux secteurs de la société, certes minoritaires, qui veulent une réforme radicale de cette société. On ne leur parle pas au nom de l'unité, et on confond l'unité des appareils, des organisations, avec l'unité, l'alliance des groupes sociaux. Cette discussion que nous avons là, n'a de sens que si on sort de l'entre soi, et que l'on construise une offre politique, une maison commune, une HLM sympathique... ».

Quid de l'organisation révolutionnaire ?

Si tous les intervenants s'accordent sur la nécessité d'une telle organisation et sur la critique des partis actuels, la confrontation d'idées est loin d'être close.

Face à l'État ils savent (les GJ) qu'il faut donner le moins de prise possible

Représentation, incarnation ou auto-organisation ?

Pour **Francis Sitel**, « la notion de parti, selon qu'on parle du mouvement ouvrier ou de la bourgeoisie ne renvoie pas à une même nature. Dans le cas de la classe dirigeante, le parti n'est pas absolument indispensable au regard de l'objectif fondamental qui est l'exercice du pouvoir, sans partage avec les dominés, en disposant de l'outil aussi massif que performant qu'est l'État. Du côté du mouvement ouvrier, le problème est celui, non d'exercer un pouvoir bien inaccessible, mais de favoriser l'organisation de la classe. Préoccupation qui implique ce qu'on appelle le parti politique, mais aussi les syndicats, les associations et toutes formes d'organisation des ouvriers. La classe doit s'organiser en contre société ».

A partir d'un souci autogestionnaire, **Patrick Le Tréhondat** interroge : « Pour quoi les Gilets Jaunes ne se sont pas structurés et n'ont pas de leader ? Face à l'État ils savent qu'il faut donner le moins de prise possible. Et que s'ils commencent à faire une structure, elle

risque d'être pyramidale et cela peut être le biais par lequel l'État commencera à avoir prise sur le mouvement ».

Ce qui conduit **Catherine Samary** à plaider pour le rejet du "substitutisme" « par lequel des partis, associations, experts, États prétendent exprimer un supposé "intérêt général" à la place de, au nom de. Mais, précise-t-elle, il y a une dialectique de mouvements auto-organisés et de "représentation" mais aussi de luttes ponctuelles et d'organisations permanentes (ayant des fonctionnalités qui peuvent être pertinentes et utiles au mouvement social, ou au contraire entrer en conflit avec lui) – le tout, dans des contextes donnés. Ainsi pour elle, la nécessité de syndicats contestataires de l'ordre existant, n'implique pas forcément qu'ils parlent à la place des travailleurs – mais aident à leur auto-organisation et aux débats nécessaires. Il y a des fonctionnalités "générales" des partis qui ne doivent pas signifier qu'ils ont le monopole de "la politique" et encore moins de la "représentation" des populations et du "pouvoir". La critique du bureaucratisme et du substitutisme n'implique pas qu'on n'ait pas besoin



Rennes décembre 2015, expression des amis de Babacar tué par la police

La République a inscrit dans son ADN la délégation du pouvoir des citoyens au profit du pouvoir des représentants.

d'outils permanents de luttes, de formation et contestation du système. Pour elle, il n'est pas évident que les "règles" d'un parti ou d'une association seraient obligatoirement moins démocratiques que les "non-règles" de réseaux horizontaux supposés "informels" et sans "direction". Pour elle, une mise à plat des expériences serait parlante ».

Pierre Cours-Salies fait de cette question une conséquence de la prédominance de l'État même Républicain : « En 1793 Sièyès refuse toute démocratie délibérative ; que les assemblées primaires, locales, puissent comme la Constitution le prévoyait mettre leur veto à une loi ; si un pourcentage suffisant, dans une partie des départements le demandait, la loi serait suspendue et remise au débat, avec dans ce cas

l'organisation de l'information et une consultation sous forme de référendum ».

Catherine Destom-Bottin précise que « la République a inscrit dans son ADN la délégation du pouvoir des citoyens au profit du pouvoir des représentants. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les bâtisseurs des organisations politiques et syndicales qui se construisent au long des 19ème et 20ème siècles aient, au moins pour une part, intériorisé ces rapports qui sont ceux de la domination. Ainsi comprend-on les fonctionnements verticaux de ces organisations, qui ne sont pas émancipateurs pour les individus ».

Pierre Zarka prolonge : « Même les organisations les plus récentes font

apparaître les mêmes caractéristiques de représentation et d'incarnation que celles de l'État. Il est demandé aux exploités et dominés de faire preuve d'anticonformisme vis-à-vis de la société et au nom de l'efficacité, il leur est demandé de se plier à une autre mise en conformité ! La tension vers la prise du pouvoir d'État pousse à reproduire des logiques délégataires. Le mélange entre un haut qui demeure essentiel et le bas qui n'a d'existence que dans la mesure où il soutient le haut, traduit un inconscient qui retire aux exploités toute existence politique autre que par l'intermédiaire du Parti ou du syndicat. L'organisation devient une entité autonome vis-à-vis des intéressés et cela se retourne contre elle puisqu'elle est finalement hors de leur champ ».

Tentatives pour définir des formes nouvelles d'organisation

Henri Mermé part d'un concept hérité du mouvement des Alternatifs : « parti-mouvement. Pour lui, cette proposition relève le défi d'une organisation politique d'un type nouveau avec les pratiques et le fonctionnement d'un mouvement en rupture avec les partis

classique mais avec la volonté d'assumer les fonctions de socialisation, de mémoire et d'ancrage populaire des partis ouvriers d'autrefois.

L'option se fonde sur la nécessité d'une organisation politique qui soit à même de procéder à l'élaboration d'un projet alternatif, à une synthèse généraliste s'enrichissant des apports et contributions des structures syndicales et associatives. (Ce qui suppose une distinction de nature maintenue entre ces organisations). Le parti-mouvement ne prétend pas jouer le rôle d'un parti guide, ses militant-e-s participent aux mobilisations sans les instrumentaliser comme c'est trop souvent le cas des partis du mouvement ouvrier. Il établit avec les associations, syndicats et formes spontanées d'organisation des relations de coopération horizontale et d'égalité et met en pratique dans son fonctionnement interne sa référence autogestionnaire : non professionnalisation et parité des organes d'animation, rotation des tâches, non cumul des mandats et limitation de ceux-ci dans la durée.

Son fonctionnement interne doit être largement ouvert avec par exemple possibilité de double adhésion, droit

d'objection individuelle et collective pour des décisions contestées, grande liberté d'organisation et d'action des groupes de base. Mais aussi des règles de fonctionnement claires ».

Mais **Jacques Pigaillem** fait part de scepticisme : « dans les années 90 il y avait déjà des collectifs, notamment celui des infirmières et des infirmiers. A part Sud Santé, les syndicats étaient en dehors. On peut dire « parti-mouvement », mais l'expérience que j'ai vécue c'était mieux que le parti centraliste démocratique, mais on ne peut pas dire qu'il ait beaucoup embrayé sur le mouvement. Le parti qui est là pour mutualiser l'action et les pensées des individus. Oui, en d'autres temps, on disait que le PSU était un intellectuel collectif. C'est un peu ça intellectuel et agir ».

Jean-Claude Mamet se soucie de l'efficacité. « Les révolutionnaires ont fonctionné autrefois avec le centralisme démocratique, d'une efficacité redoutable. Le fonctionnement par consensus est très lent, et le risque c'est de se faire battre. Et quand on perd, les conditions politiques se dégradent. Je partage l'idée qu'il faut une agora, des assemblées citoyennes. Ceux qui



SNCF, mobilisation contre la réforme des retraites

posaient cette exigence au Front de Gauche ont été battus.

La question spécifique du politique et de ses moments spécifiques doit être constamment posée, nous sommes face à des adversaires qui la pose conti-

nuellement. Cela ne veut pas dire que le politique est en surplomb par rapport au social ».

Tous capables, tous politiques

Pour **Pierre Zarka**, « le but est de supprimer toute mise en extériorité des individus au regard de l'action politique. L'apport d'une organisation à une construction est de l'ordre de la contribution et non de l'appel à la soutenir. Tout savoir est subjectif, et a besoin d'être revu à l'aune des exigences et des luttes. Il ne s'agit pas de rêver le sujet parfait mais de considérer qu'il n'y a de politique émancipatrice que favorisant l'émergence de l'individuation en tant qu'ob-

jectif et méthode. C'est rendre possible que la collectivité se pense compétente.

Il ne s'agit plus de représenter mais de prolonger les pouvoirs d'interventions et de choix du peuple jusque dans les enceintes décisionnelles. S'il n'y a pas de spontanéité idéologique : inévitablement surgissent des divergences mais elles deviennent autant d'éléments qui *instruisent* le débat public, au sens où le fait un juge d'instruction avec une enquête. Le désaccord au lieu de conduire au schisme signale un chantier à ouvrir et devient le moteur du dépassement d'un moment T. La force de *l'utopie concrète* réside dans la multiplicité des parcours et approches qui peuvent converger en une construction d'une nouvelle culture

Il faut une agora, des assemblées citoyennes



S'organiser n'est pas se plier à la structure, c'est se regrouper comme individus souverains construisant un processus de mutualisation

politique. Parcours qui recouvrent à la fois des logiques politiques diverses mais aussi des approches de natures. (La Première Internationale a été constituée pêle-mêle à partir de partis, syndicats, ce que l'on appellerait aujourd'hui des associations).

Il y a une tension entre créativité personnelle et forme collective. On ne l'effacera jamais totalement. Elle est continuellement à interroger. S'organiser n'est pas se plier à la structure, c'est se regrouper comme individus souverains construisant un processus de mutualisation. L'organisation n'est pas sa propre finalité, elle devient un outil. Est-ce que cela la rend invertébrée ? Non, le sens de ses initiatives n'est pas de faire sa propagande mais de favoriser la participation à l'élaboration et aux actions.

Cela empêche-t-il de rendre lisible les prises de positions ? Non, car dans la mesure où l'intervention créatrice du plus grand nombre d'individus est souhaitée, la prise de position ne peut être livrée comme un produit clé en mains ; les débats même contradictoires, qui y conduisent doivent élargir les possibilités d'accéder à sa construction ».

La notion de fédérés lui paraît plus appropriée que celle de parti. Multiplicité de structures locales ou d'entreprises, s'agrégeant, chacune fonctionnant à son gré. Et harmonisation aux échelles plus larges.

Émile Fabrol, poursuit le raisonnement à partir du Je et du Nous. Il y voit comme conséquence : « dans les partis traditionnels, c'est plutôt le nous et eux.

Nous les sachants, les experts, et eux la masse des manants. Et cela provoque une vision étatiste à 100 %. Nous avons un programme, nous l'expliquons ! Nos structures sont calquées sur l'appareil d'État. Notre calendrier est calqué sur celui du pouvoir et nous n'imaginons rien, nous sommes à l'initiative de rien. Le regard que portent nos organisations sur le mouvement des Gilets Jaunes signe la faillite d'une telle conception ».

Christian Mahieux remarque que « des expressions comme *eux et nous* reviennent fréquemment à propos des rapports entre les organisations constituées et les mouvements sociaux. Cela concerne aussi le rapport social et politique. Pour lui, il y a un vrai problème de fond, une différence de conception,

entre certain.es des participants. S'il n'a pas trouvé le bon mot, il est persuadé qu'il faut se référer à une notion de mouvement *socialpolitique* ou *politique-social*. En ce sens, si on en revient aux fondements de la première Internationale, il faut arrêter de placer d'une part les partis et d'autre part les mouvements sociaux. D'abord, y compris en se tenant à la définition qu'il trouve très restrictive des « organisations politiques », il n'y a pas que des « partis ». Et surtout, si on dit que les organisations syndicales et une partie des associations, c'est-à-dire les mouvements sociaux produisent de la politique, alors ce sont stricto-sensu des « organisations politiques », sans en faire pour autant des partis, ni des groupements destinés à gérer les institutions dans le cadre actuel de la société. Pour lui, non seulement ce n'est pas une négation de la Charte d'Amiens mais au contraire, c'est son sens premier ».

Il ajoute que la légitimité à avoir un avis sur les mouvements sociaux, sur les luttes, ne découle pas seulement « en s'y frottant » comme c'est souvent dit mais quand « on prend part à » ; ça renvoie directement à la situation des organisations du mouvement ouvrier vis-à-vis du mouvement des Gilets Jaunes.

Le peuple est compétent pour prendre ses affaires en main

Pour **Alain Lacombe**, « l'approche que l'on se fait de l'organisation renvoie à la question : Est-ce que le peuple est

compétent pour prendre ses affaires en main ? Oui, dit-il ce sont les citoyens qui doivent décider de leur avenir, prendre leurs affaires en main pour s'en occuper. Mais non, ils ne sont pas tous urbanistes, architectes, sociologues, ingénieurs, financiers, techniciens de tout etc.

La rencontre directe entre les experts et les citoyens avec les élus, lui semble donc essentielle pour que le peuple soit en capacité d'être décideur, en toute connaissance de cause, notamment connaître les différentes possibilités. Il faut alors que la commande soit claire, que c'est bien avec les habitants que se construisent les projets.

A Fosses (95) ce scénario, une fois bâti, a ensuite refait le tour des espaces de co-élaboration et, en recoupant les diverses problématiques, a émergé un nouveau scénario à son tour validé par un nouveau tour de piste citoyen. Cette expérience montre qu'il ne s'agit pas d'une question abstraite mais pouvant être mise en œuvre tout de suite. Un projet a été réalisé sur ce mode et, à chaque étape, les espaces de co-élaboration citoyens ont été amenés à travailler sur les ajustements possibles, car un projet, c'est quelque chose de vivant, qui peut bouger en fonction des contraintes et des opportunités nouvelles, des difficultés à dépasser ». ●

Rencontres d'Avignon, droit de suite à la culture ?

Depuis plusieurs années le Cidefe (centre de formation des élus(es) communistes et républicains) organise à Avignon, vers la 2^e semaine du festival les rencontres d'Avignon.

Indépendantes des journées du PCF (qui se tiennent en 1^{er} semaine), elles sont une initiative unique, singulière et d'une assez bonne qualité. Après la dernière édition de ce mandat municipal, tentons quelques regards.

Les rencontres ont l'immense mérite de réunir des élus(es) pas toujours en responsabilité sur la culture, et quelques techniciens(es) avec des « sachants(es) » dans un esprit réel d'ouverture, d'échanges et de travail partagé. Et des formes d'organisation qui invitent chacun(e) à « sortir de son référentiel ».

Ces Rencontres permettent aussi à des camarades d'assister à quelques spectacles, ce qui crée une fluctuation dans la participation de certains(es) inscrits(es)...

Souvent l'actualité a rattrapé le programme envisagé et ce temps où les élus(es) présents(es) lèvent le nez de leur guidon est précieux. On se félicitera donc de ce remuement de neurones. « Rien sur nous sans nous » affichait donc la session 2019. Avec des invités(es)

qui ont poussé le débat : Jean-Pierre Chrétien-Goni, maître de conférences au CNAM, directeur artistique de l'espace de création partagée Le Vent se lève (75), Gustave Massiah, ingénieur, membre du Conseil international du Forum social mondial, membre du conseil scientifique d'ATTAC, Christiane Voltaire, philosophe « de terrain », Catherine Lecoq, comédienne, Christine Delory-Momberger, professeure en sciences de l'éducation, fondatrice de l'Université Ouverte du Sujet dans la Cité, Patricia Bikondi, maire-adjointe de Sarran.

La gravité de la situation politique générale, l'incertitude liée aux municipales n'ont pas permis l'élaboration de quelques pistes concrètes à faire fructifier une fois rentrés dans nos terres. Cette édition aura cependant été plus « tendue » que d'habitude. Inquiétudes face aux prochaines élections ? Crispation « identitaire » des membres du Pcf, suite au dernier congrès, particulièrement sensible dans la séance de clôture ? Le bilan culturel des municipalités à direction communiste, la richesse de bien des propositions, le sort fait aux droits culturels, bien des innovations pourraient permettre de dépasser des appels incantatoires ou des replis pleins d'amertume. La situation y invite. Et on ne maintiendra une politique culturelle et les moyens qui lui sont nécessaires dans nos territoires si

nous ne construisons pas des propositions vivantes, articulées sur le réel et enthousiasmantes.

L'une des ambitions des dernières Rencontres étaient d'ancrer ce temps avec les acteurs avignonnais. A l'instar d'autres initiatives qui se tiennent à Avignon pendant le festival, ceci reste un défi. Pourtant la programmation de la bourse du travail CGT, ou les débats (plus « professionnels ») du cloître Saint-Louis montrent cette rencontre-là possible. Et riche malgré toutes les limites.

Autre question : comment ces rencontres peuvent-elles dépasser le cadre communal et intégrer les enjeux dans le champ de la culture posés à la gauche radicale, aussi en région ou en département ?

La séance finale, au cinéma Utopia, avec un film et un débat avec ses auteurs, est une belle illustration de ce possible. La présentation en avant-première du film-documentaire « Midnight Traveler », d'Hassan Fazili et Emelie Mahdavian a été un moment de grande intelligence et d'humanité partagée avec des « locaux ». Un film de/sur des migrants(es) qui nous plonge au cœur d'une actualité terrible. Parce que rien de ce qui est humain n'est hors champs de la culture.

● **PATRICK VASSALO**



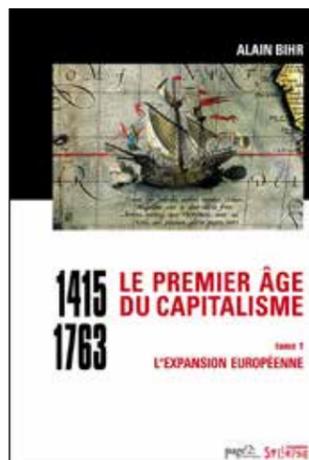
Émancipation

"Si l'œuvre n'est pas créatrice et porteuse de symbole, elle n'est que signes aguicheurs. Elle est une distraction qui permet de ne pas penser. Elle s'adresse au « cerveau disponible » visé par les marketeurs. Au spectacle qui laisse l'individu seul avec lui-même, nous opposons la présentation de l'œuvre qui le met en relation, avec lui-même et avec les autres spectateurs.

C'est pour cela que l'art et l'œuvre se confondent pour nous avec l'éducation populaire, qui est au cœur de notre mission.

Quand nous venons à la rencontre des publics, nous avons dans nos malles divers outils pour présenter et travailler sur l'œuvre : des ateliers de lecture à voix haute, des actions de formation au débat, des ateliers de disputation comme ceux déjà organisés autour de Platon, des ateliers de rhétorique. Nous affûtons par l'exercice les outils de la parole ; parce qu'une parole exprimant précisément une pensée élaborée est un premier pas vers l'émancipation."

● **ROBIN RENUCCI**,
Directeur des Tréteaux de France
Extrait d'une tribune parue en février 2019



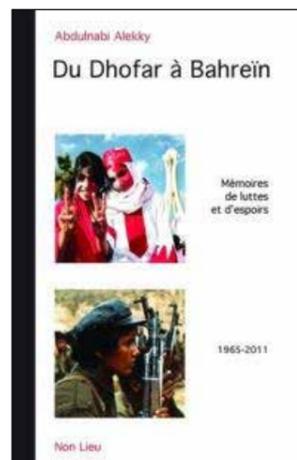
Le premier âge du capitalisme

Alain Bihr poursuit la publication de son histoire du Premier Âge du capitalisme qu'il situe de 1415 à 1763. L'expansion commerciale et coloniale ont été la condition essentielle de l'émergence du capitalisme en Europe occidentale. La considérable documentation offerte au lecteur quant à ces deux mouvements et au rapport qu'ils entretiennent permet de s'approprier cette thèse et d'en mesurer la portée : ce n'est pas le capitalisme qui « a fait » la mondialisation, c'est l'inverse. Ainsi lorsqu'Alain Bihr traite des Etats conduisant cette expansion puis des formes de délégation régaliennes qu'ils confient à de grandes compagnies commerciales, on est saisi des proximités entre ces droits régaliens et les revendications capitalistes de notre temps. On pense à l'instrumentalisation de la justice, au droit de création de monnaie comme outil de dépassement des actuelles contradictions.

Cette historisation du mode capitaliste de production est un extraordinaire excitant intellectuel pour entendre comme le capitalisme n'en finit jamais de dépasser ses propres contradictions à des coûts humains et écologiques dantesques.

● CATHERINE DESTOM BOTTIN

Alain Bihr, *Le premier âge du capitalisme (1415-1763), tome 1 : L'expansion européenne*, Lausanne/Paris, éditions Page 2/Syllepse, 2018.

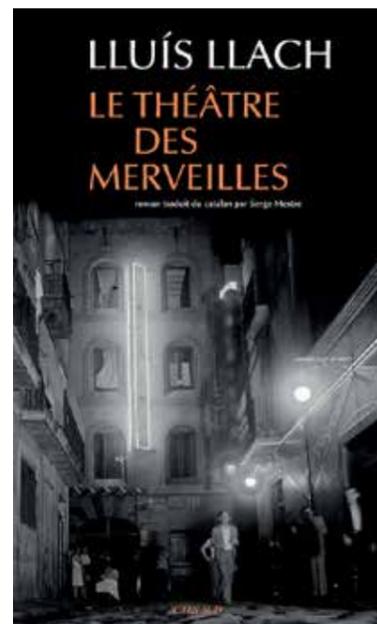


Du Dhofar à Bahreïn ; mémoires de luttes et d'espoirs (1965-2011)

Dhofar, Oman, Bahreïn, Yemen, Beyrouth, Front de libération du golfe Arabique occupé, Mouvement révolutionnaire d'Oman, Front populaire de Bahreïn, etc. : autant dire que l'Histoire que nous raconte Abdunabi Al-Ekry (Hussein Moussa dans ses longues années de clandestinité) est peu connue dans les milieux militants français. D'ailleurs, en ce sens, la courte préface de Bernard Dréano complète fort bien l'ouvrage par l'éclairage qu'elle apporte. Ce livre témoigne d'une génération de révolutionnaires arabes dont le cadre d'action s'étendait « de l'Atlantique au Golfe ». La solidarité internationale aux luttes de libération, l'exil, sont également évoqués. Après les années 1960/1970, le reflux progressif amènera l'auteur à militer essentiellement dans des organisations de défense des droits humains ; au début des années 2000, de retour dans son pays, le Bahreïn, il a aussi participé à la création du Waad (National democratic action society), parti d'opposition dissous par le pouvoir il y a un an.

● CHRISTIAN MAHIEUX

Abdunabi Al-Ekry, *Du Dhofar au Bahreïn ; mémoires de luttes et d'espoirs (1965-2011)*, Éditions Non Lieu, octobre 2018, 19 euros.

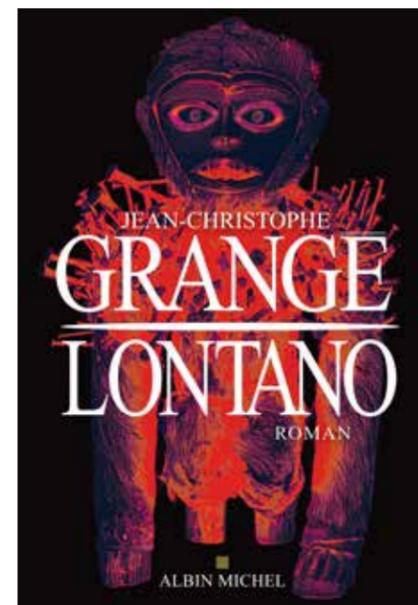


Le Théâtre des Merveilles

Après « Les yeux fardés », désormais disponible en poche et authentique chef d'oeuvre, et « Les Femmes de la Principale », le poète et chanteur catalan Lluís Llach nous offre, toujours dans une traduction de Serge Mestre son troisième roman en français « le Théâtre des Merveilles ». C'est une nouvelle pépite où Lluís Llach nous conduit d'Argelès et son camp de détention des républicains espagnols réfugiés/détenus en France à la Barcelone des dernières décennies du franquisme avec comme héros de son roman le baryton Roger Ventos. L'ancienne icône de la lutte contre le franquisme puis, plus récemment, député indépendantiste catalan met en scène les combats de sa vie : la liberté, les libertés plutôt, démocratiques, politiques, sociales, sexuelles, Lluís Llach a toujours revendiqué son homosexualité et la musique. Lluís Llach fait de ce roman, de ses romans comme hier de ses chansons, des armes chargées de futur.

● FRANÇOIS PRENEAU

Le Théâtre des Merveilles, Lluís Llach, 400 pages, Éditions Actes Sud, mai 2019, 23 euros.



Lontano

Retour à la Françafrique avec cette somme de près de 800 pages, 145 chapitres (chacun de quelques pages) et ce roman haletant aussi édifiant que bien des enquêtes. Voyage au cœur d'un système qui a traversé les régimes et arrosé les présidents, élyséens ou africains.

On pourra donc suivre ici une intrigue mêlant police, justice, barbouzes, raison d'Etat et déraison d'un « autre monde ».

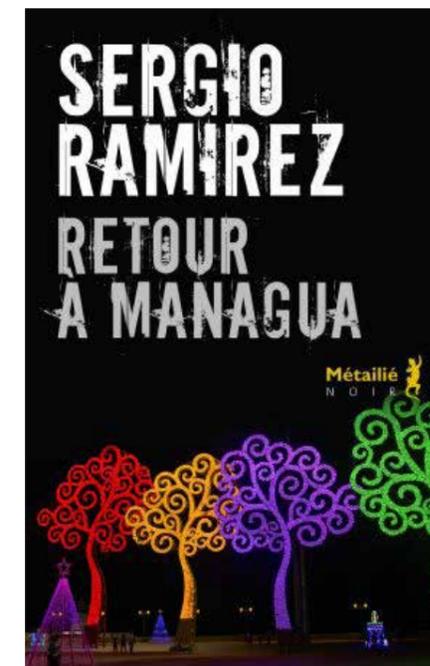
On suivra cette mainmise inégalée d'un pont de la police française ou des affairistes du minier. On se démènera avec des héritier.e.s et des héritages.

No limit disaient-ils : ni dans les moyens d'une fin nécessaire, ni dans le sadomasochisme ou le « dépassement de soi ». Ni dans l'horreur insoutenable que le quotidien pourtant voudrait tolérer. Un mal nécessaire comme un autre ?

Un bel ouvrage.

● Patrick Vassallo

Lontano, Jean-Christophe Grangé, éditions Albin Michel, 2015, 777 pages, 24,90 euros



Retour à Managua

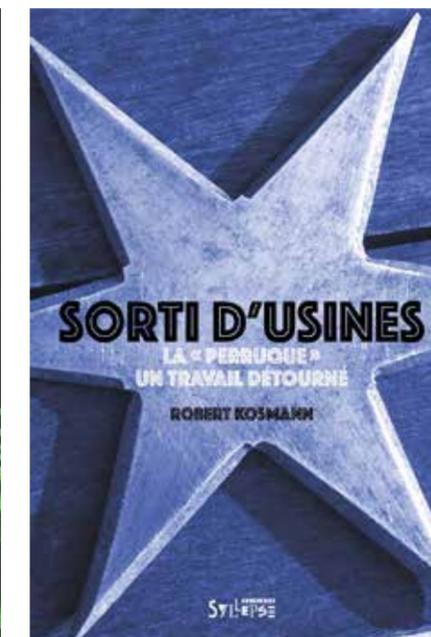
Prix Cervantés, le plus important prix littéraire décerné dans l'Etat espagnol, en 2018, Sergio Ramirez est plus connu chez les militant.e.s de la gauche française comme ayant été le premier vice-président de la République Sandiniste. Et l'un des tous premiers dirigeants sandinistes à avoir rompu avec le « Daniélisme ».

Avec « Retour à Managua », publié au début de l'été, Sergio Ramirez renoue avec l'inspecteur Dolores Morales*, ancien guérillero n'ayant pas, lui non plus, suivi l'effarante dérive autoritaire et mafieuse du Daniélisme pour nous plonger dans les bas-fonds du Managua à l'heure du capitalisme triomphant. C'est noir, caustique et drôle. Et ça cogne juste.

*L'inspecteur Dolores Morales était déjà présent dans « Il pleut sur Managua », premier roman policier de Sergio Ramirez publié en français (2011)

● FRANÇOIS PRENEAU

Retour à Managua, Sergio Ramirez, Éditions Métallé, 350 pages, 21 euros



Sorti d'usines La « perruque » un travail détourné

La perruque, c'est le travail effectué par un ouvrier, un technicien, pendant ses heures de travail et pour son usage personnel, avec les matériaux et l'outillage de l'entreprise. « La pratique de la perruque remet en cause la légitimité du pouvoir patronal à disposer de la propriété privée des moyens de production mais aussi à disposer de la plus-value dégagée par un temps de travail qu'il ne paye pas. En ce sens, elle est une forme, parmi d'autres, de la réappropriation d'un « surtravail non payé ». Ce parti pris de Robert Kossmann, ouvrier fraiseur, militant syndicaliste et politique, est étayé par de nombreux documents, photos, interviews, analyses de sociologues et historiens. Le livre est déjà en soi un bel objet, illustré de nombreuses photos de perruques. C'est une belle démonstration de la capacité des travailleurs à s'extraire du travail prescrit.

● Sylvie Larue

Sorti d'usines, La « perruque » un travail détourné, Robert Kossmann, Éditions Syllepse, 178 pages, 12 euros



AURILLAC : FIÈVRE CARNAVALESQUE ET THÉÂTRE POPULAIRE !

Un chevalier en armure sur un bateau gonflable, un cortège de gilets jaunes, des élus qui jouent le jeu de l'humour, des femmes en lutte contre les inégalités de genre dans le secteur culturel : pas de doute c'est bien à la cérémonie d'ouverture du festival international de théâtre de rue d'Aurillac que nous assistons. Ce rendez-vous incontournable a cette année encore su révéler des paroles artistiques précieuses.

La capitale du Cantal, sous un soleil quasi-caniculaire, a fait sa traditionnelle mue. Chaque parcelle d'herbe est occupée par des campements de fortunes, les rues sont envahies par des jeunes avec chiens et camions, des festivaliers de tous horizons, le nez collé sur leurs plans, courent d'un spectacle à l'autre.

En quelques heures à arpenter les rues, on comprend vite qu'au-delà d'un décor quasi folklorique d'un "festival-carnavalesque", c'est bien le moment des spectacles qui est le cœur battant d'Aurillac et l'objet de toutes les discussions. En quelques années, au-delà de la programmation officielle à présent pilotée par Frédéric Rémy, les compagnies (dites "de passages") se sont organisées par "cours". Les spectacles s'enchaînent et la qualité d'accueil (et d'écoute) est remarquable. La mutualisation des "chapeaux" entre les compagnies est chose courante (mais c'est bien-entendu un partage de la misère...). Les lieux tentent chacun à leur manière d'inventer une couleur, une ambiance...

Parmi la vingtaine de créations découvertes cette année (sur 700 propositions...), "La Beauté du monde" de Gildas Puget est déjà un classique pour le public d'Aurillac. Gildas Puget est un conteur de l'irrationnel niché dans le réel. Il nous transporte dans une aventure improbable où il est chargé de sauver la terre de sa destruction. La thématique d'actualité et les envolées lyriques (et militantes) transportent le public vers l'enthousiasme comme une "communauté" provisoire qui a des rêves en communs. Emporté par son histoire (et par la fameuse crainte du "didactisme"), le héros fini par admettre que la révolution "ça ne marche pas" et qu'il faut cultiver son jardin, construire sa yourte... On aurait aimé plus de dialectique mais le numéro d'acteur et la poésie partagée font oublier ce bémol.

Dans la très prisée cours 99, le spectacle de cirque féminin **INO** sera sans doute l'une des belles découvertes de ce festival. Sept jeunes femmes, de 6 nationalités différentes, proposent une rencontre, un corps à corps, qui révèlent leur désir de liberté et de sortir des conventions qui assignent les femmes à résidence. Ça s'empoigne, ça grimpe, ça rebondit... mais sans jamais tomber dans le simple enchaînement de "numéros". Ce beau moment d'humanité nous transporte vers un monde rêvé, où le fragile est une force. Carnage Production continue avec brio de mêler la peur et le rire, la Cie Liquidation Totale dézingue Noël et ses rêves consuméristes, l'AFAG parle de politique (et de la nécessaire fin des frontières...) au milieu de combats d'épées improbables...

Les créations aurillacoises sont déjantées, outrageusement racoleuses, terriblement hors cadre, mais si l'on tend l'oreille, on entend entre chaque rire, un bout de poésie, entre chaque numéro, une dénonciation radicale du monde tel qu'il est...

En vérité, c'est un théâtre populaire de grande qualité qui s'invente ici.

● Laurent Eyraud-Chaume



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Patrick Silberstein, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, d'Alternative libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le **Manifeste**, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis sur la nouvelle formule cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>